



HAL
open science

LA CRISE DES GILETS JAUNES : UNE CRISE HETERONOME DU CAPITALISME MONDIALISE

Christian Christian.Saad@univ-Antilles.Fr Saad

► **To cite this version:**

Christian Christian.Saad@univ-Antilles.Fr Saad. LA CRISE DES GILETS JAUNES : UNE CRISE HETERONOME DU CAPITALISME MONDIALISE. Réflexions croisées sur la crise des gilets jaunes, Mar 2020, Pointe-à-Pitre, Guadeloupe. hal-02539301

HAL Id: hal-02539301

<https://hal.science/hal-02539301>

Submitted on 17 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA CRISE DES GILETS JAUNES : UNE CRISE HÉTÉRONOME DU CAPITALISME MONDIALISÉ

Christian Saad

La crise des gilets jaunes, pour exceptionnelle qu'elle soit, interpelle à plusieurs titres. D'une part, par son ampleur, sa régularité et son espace géographique, elle exige un champ analytique vaste et profond que les chercheurs en sciences humaines et autres théoriciens du social, mettront longtemps à comprendre. D'autre part, cette crise des gilets jaunes est aussi la résultante d'une crise sociétale, d'une crise politique et démocratique évidente voire même selon certains, une crise de régime ou civilisationnelle.

Un tel mouvement social est aussi difficile à comprendre car il est la résultante d'un ressentiment, d'une colère et de frustrations provenant de nombreux milieux sociaux : salariés du privés à faibles revenus, de fonctionnaires d'exécution de la fonction publique, d'artisans et de petits commerçants se sentant écrasés par les impôts et les taxes, de retraités parfois en dessous du seuil de pauvreté, de travailleurs précarisés, d'agriculteurs et du monde rural en général...

C'est donc l'identité même d'un tel mouvement social qui semble problématique mais comme le disent conjointement les philosophes Judith Butler, Slavoj Žižek et Ernesto Laclau, : « Les nouveaux mouvements sociaux reposent souvent sur des revendications identitaires, mais « l'identité » elle-même n'est jamais complètement constituée en réalité, puisque l'identification n'est pas réductible à l'identité . (...) Il ne s'ensuit pas que l'échec de l'identité à accéder à une détermination complète ruine les mouvements sociaux en question. (...) Aucun mouvement social ne peut avoir le statut d'une articulation politique ouverte et démocratique sans présupposer et rendre opératoire la négativité au cœur de l'identité ».

Ce mouvement surprend aussi car la France est habituée à traiter les revendications sectorielles avec parfois l'aide des revendications syndicales et des partis politiques. Le mouvement des gilets jaunes à ceci de particulier qu'il ne correspond en rien à ce séquençage classique des mouvements sociaux français provenant de mai 68.

Depuis mai 68 en effet, un certain séquençage consubstantiel à la société française se perçoit avec une lisibilité politique limpide : les mouvements sociaux sont déclenchés soit par les syndicats, accompagnés par la suite par les partis politiques, soit ils sont le fruit d'actions catégorielles spontanées rapidement encadrés par les syndicats et les partis politiques. Les syndicats s'occupent des intérêts des travailleurs et les partis politiques sont chargés d'articuler et de donner sens aux revendications catégorielles en propositions politiques concrètes via le parlement ou le gouvernement. Le mouvement des gilets jaunes à ceci de particulier qu'il ne correspond en rien à ce séquençage classique des mouvements sociaux français.

Au-delà des événements chronologiques précis et des actions plurielles qui ont conduit à cette crise majeure, peut-on trouver un élément implicite, un facteur déclencheur à l'origine de ce mouvement ? Autrement dit, à partir d'un mouvement ayant des conséquences

hétérogènes parfois même contradictoires, la question du sens profond d'un tel mouvement se pose avec acuité.

Mon hypothèse centrale est que cette crise des gilets jaunes est hétéronome du capitalisme contemporain actuel à travers la mise en place des politiques Néolibérale du gouvernement. Pour le démontrer je montrerai d'abord que la politique actuelle du gouvernement entre clairement dans une approche néolibérale et pour l'illustrer, je proposerai ensuite de faire un lien direct entre Edouard Philippe le premier Ministre et Hayek un théoricien libéral.

Selon nous, si son origine et les causes multiples quoique parfois hétérogènes qui la composent sont bien déterminées dans le temps, (I) il semble que cette crise des GJ puisse être qualifiée crise hétéronome du capitalisme mondialisé contemporain (II)

I) Une crise aux origines et aux causes apparemment multiples et bien déterminées dans le temps et l'espace

A) Chronologie et naissance du mouvement

Il semble indispensable de rapidement se remémorer les premières actions à l'origine du mouvement des gilets jaunes. Cela nous permettra une tentative de mise en perspective afin d'en trouver du sens.

Le 12 janvier 2018, il y a plus d'un an déjà, le groupe Facebook intitulé « Vous en avez marre ? C'est maintenant ! » naît. Ce groupe s'oppose à la limitation à 80 km/h décidé par le gouvernement. Ce groupe Facebook est créé par Leandro Antonio Nogueira qui est un ouvrier maçon de Périgueux et prend très rapidement de l'ampleur. C'est pour cela que dès les 15 janvier 2018, seulement trois jours après sa création initiale par Nogueira, des groupes par département sont créés sous l'intitulé générique « Colère ». Sont ainsi créés « Colère 04 », « Colère 29 » ou « Colère 73 ». En deux semaines, plus de 80 000 personnes se sont inscrites sur ces groupes.

(Très rapidement, et au-delà de la question des 80 km/h qui rapidement est devenue le catalyseur d'une colère profonde, les différents groupes Facebook des départements, ont reçu des revendications diverses et variées qui était de facto une sorte de cahier de doléance de la France des campagnes. Un appel à bloquer les ronds-points et à sortir manifester dans les rues est lancé pour le 27 janvier. C'est ainsi que par la suite, le 27 janvier 2018, à Périgueux, 250 manifestants se dirigent vers la préfecture avec une bannière « Colère 24 », correspondant au numéro du département de la Dordogne.

Leur colère se fait autour de quatre points :

- Le retrait de la limitation de vitesse à 80 km/h
- La vie chère et les difficultés à vivre dans des conditions matérielles décentes
- La hausse de la CSG

- Les taxes liées à l'automobile

Pour la première fois, parmi ces manifestants quelques-uns portent des gilets jaunes avec des slogans écrits au dos de leur gilet relatifs au quatre points précités.

Des opérations escargots sur des axes routiers ont lieu et la circulation est très perturbée autour des ronds-points de Périgueux. Outre cette ville et dès ce 27 janvier, dans de grandes villes de France des manifestants sont présents : 2000 à Bordeaux, 500 à Dijon mais aussi dans des villes de tailles moyenne voire petites comme Blois ou Cherbourg avec 300 manifestants, Mâcon avec 2000 manifestants ou Chaumont avec 300 manifestants.

Trois points importants à ce stade :

1) ce mouvement « Colère » part de Périgueux mais touche rapidement d'autres départements mais aussi des villes de tailles différentes ainsi que des villes rurales. Ceci signifie que d'emblée c'est l'ensemble du territoire français qui se sent concerné par la « Colère » de même que les grandes et les villes moyenne mais aussi les campagnes.

2) Deuxième élément : la presse française a initialement réduit ce mouvement Colère à un simple mouvement de motards opposés aux 80 km/h, sans se rendre compte que les revendications touchent avant tout la question de la justice sociale et des revendications de nature économique liées aux taxes et au pouvoir d'achat. La presse a ainsi et manifestement sous-estimé cette colère.

3) Le pouvoir politique et notamment les préfets de Région et de Département, ont eux aussi sous-estimé ces mouvements qui commencent par des réseaux sociaux.

Les préfets ont eu comme seule expérience antérieures de rassemblement fédérés par Facebook les « apéro Facebook » de 2010 qui étaient de simples rencontres bon enfant.

La crise des Gilets Jaunes part ainsi des réseaux sociaux et cela exigera des analyses profondes sur le sujet que nous n'avons pas le temps de développer ici. Il ne faudrait cependant pas oublier que très rarement dans l'histoire, le progrès technique a été favorable aux classes opprimées, on peut ici rappeler la Révolte des Canuts ou encore le Luddisme.

Ainsi le mouvement des Gilets Jaunes part historiquement du mouvement « Colère » à partir de la question de la limitation de vitesse mais comme le dit Nogueira lui-même : « J'avais créé Colère uniquement pour les 80 km/h puis c'est devenu plus large parce qu'il y a eu les retraités, les vaccins obligatoires et plein d'autres revendications qui se sont progressivement greffées dessus ». Chronologiquement et par la suite, les coléreux seront de nouveau sur les routes le 17 février puis en mars et avril de façon marginale. Nogueira sera mis en prison le 9 février non pas pour avoir été l'initiateur de ce groupe colères mais pour des histoires anciennes qui refont étrangement surface.

Ce mouvement colère s'éteint doucement mais il renaît en octobre 2018 quand Eric Drouet un routier de Seine-et-Marne via FaceBook, propose de bloquer la France le 17 novembre afin de protester contre les taxes sur les carburants. Les groupes Colères sont de nouveau en action et se transforment en Gilet Jaunes avec la volonté symbolique d'être vus dans une tenue signifiant souvent l'urgence et aussi face à un gouvernement souvent qualifié d'autiste face aux demandes et principalement celle du ras le bol fiscal.

L'erreur magistrale du gouvernement est de ne pas avoir vu que cette simple question de la limitation de la vitesse à 80 km/h n'était pas en réalité liée à la question de la sécurité routière mais perçue comme une méconnaissance du centre, de Paris et des ministères, de la réalité locale. Cette limitation de vitesse était perçue comme la goutte d'eau de trop qui devenait le début d'une jacquerie fiscale. Car de fait, rapidement, le point nodal des revendications tournait autour de la question du trop plein des taxes et du ras le bol fiscal.

B) Un ras le bol fiscal toujours dangereux pour les gouvernements

Cette question de ras le bol fiscal n'est pas récente. Les cours d'histoire des finances publiques regorgent d'exemple célèbres. On peut ainsi citer qu'en 3100 avant Jésus-Christ en Egypte, les pharaons effectueront des enquêtes afin de recenser la population et de connaître précisément les richesses du royaume en terres et en métaux précieux.

Chaque paysan, selon la taille et la qualité des terres de son terrain, doit reverser à l'Etat une part de sa récolte mais le peuple ne se laisse pas toujours faire. En - 217, sous le pharaon Ptolémée IV, l'impôt prélevé pour financer la guerre est devenu bien trop lourd. C'est pour cela que certains tentent d'y échapper. Avant l'arrivée du percepteur, les paysans se réfugient dans des temples ou se cachent dans le désert. C'est la naissance de la fuite devant l'impôt.

Bien plus tard, en l'an 50, à Nîmes, les romains veulent construire un aqueduc pour alimenter la cité en eau (le fameux pont du Gard). Afin de réunir les 100 millions de sesterces nécessaires, les romains augmentent les impôts et les taxes. Celles sont tellement nombreuses que nombre de propriétaires et de cultivateurs abandonnent leurs terres.

Plus tard, et en ce qui concerne l'empire romain, il n'y a pas de doute : l'effondrement du système fiscal est une des raisons du déclin de Rome.

Après la chute de l'empire Romain en 476, la fiscalité d'Etat disparaît pendant quelques siècles. Sera mis en place un système d'impôts féodaux très localisés, prélevés par les seigneurs ou l'Eglise.

Juste après cette période, en mars 579, à Limoges, le collecteur d'impôts du Roi Childéric 1^{er} qui s'était engagé à ne pas prélever d'impôts dans le Limousin trahit sa parole et le peuple se soulève. Le collecteur d'impôts échappe de justesse au lynchage. Le Roi force la collecte de

l'impôt et des dizaines de personnes sont décapitées pour avoir refusé de payer l'impôt et les taxes.

On citera aussi la révolte des maillotins de 1382 qui fut elle aussi un soulèvement contre l'impôt puis en 1675 les taxes sur le papier timbrés conduisit à l'insurrection des bonnets rouges. Les écrits qui ont aussi montré le lien entre la Révolution Française et l'excès de taxes et d'impôts sont nombreux. On citera enfin Gérard Nicoud bien connu là aussi des hauts fonctionnaires des finances publiques qui, dans les années 1970 faisait de nombreux coups d'éclats afin de défendre les petits artisans et commerçants face au fisc.

Tout cela pour dire que l'une des raisons de cette révolte des gilets jaunes vient de raisons fiscales. Les impôts et les taxes sont considérés comme injustes et trop lourds.

Enfin, un autre élément catalyseur de la crise vient des propos du Président Macron, propos teintés de cynisme et de mots blessants et condescendants qui ont rapidement donné l'impression d'un président partisan ou pour le dire dans une terminologie marxiste un président de « classe ». Ses petites phrases à répétition loin d'être vide de sens, vont toutes dans la même direction : une pensée économique néolibérale privilégiant ceux qui gagnent et non les gens de rien. Il y aurait aussi une analyse psychanalytique des propos du président à faire car ces maladresses à répétition sont lourdes de sens et sont des signifiants forts de l'inconscient sans doute arborescent et fleuri de notre Président.

II) La crise des gilets jaunes comme crise hétéronome du capitalisme mondialisé contemporain

A) Une politique économique résolument Néolibérale

Un petit rappel pour commencer. Le président Hollande, au début de son quinquennat avait augmenté les impôts des plus fortunés et des entreprises afin de tenter de réduire le déficit public issu de la grande Crise de 2007. Après 2013, la politique économique du président Hollande a changé avec deux éléments majeurs :

- Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) puis le pacte de responsabilité qui réduit de 40 milliards d'euros par an les impôts sur les entreprises.
- La loi travail de 2016 qui va dans le sens d'une plus grande flexibilité du marché du travail

Ces deux éléments constituent le passage à un libéralisme économique assumé des dirigeants socialistes français. L'histoire de cette palinodie socialiste remonte de fait plus en amont et à 1983 sous le Président Mitterrand mais nous ne pouvons faire ici et maintenant cette analyse.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que le président Macron représente la continuité et l'amplification de la politique libérale mise en place par le président Hollande dans la

deuxième partie de son mandat. Pourtant, le programme du candidat Macron ne semblait pas totalement remettre en question le modèle social français et c'est cela qui fit sa force.

Politiquement, Macron fut particulièrement tacticien en réunissant les forces du centre gauche et celle du centre droit qui, sur le plan idéologique, sont quasi identiques : avec un discours européiste et favorable aux entreprises (la fameuse start-up nation) et modérément libéral. Mais dans la réalité et dès les premières mesures prises, on s'aperçut que la politique économique macronienne fut bien plus libérale que d'aucuns le pensaient : toutes les mesures prises, visaient à lever les obstacles réels ou imaginaires à l'activité des entreprises, à favoriser les start-up et l'économie du numérique en général.

On promettait plus généralement aux classes les plus défavorisées qu'elles auraient un certain bénéfice futur liée à cette croissance retrouvée. C'est la fameuse théorie du ruissellement, la Trickle down economy comme disent les anglo-saxons... Et c'est l'économie des premiers de cordée qui fit son apparition. C'est pour cela que certains comme les sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, qualifient le Président Macron de Président des Ultra riches.

On peut se rappeler ici, à dessein et à titre illustratif la baisse des APL, la réforme du marché du travail visant à le flexibiliser encore plus que lors de la loi El Kohmri, la suppression de l'ISF sur le capital, une défiscalisation du capital ou flat tax qui conduit à taxer un impôt à taux unique sur les placements financiers ou encore la fin de l'exit tax etc.

Rien d'étonnant alors à ce que le président dans son entretien au journal Forbes le 1^{er} Mai 2018, soit traité du leader des marchés libres. La suppression de 120 000 emplois dans la fonction publique, la réforme de l'assurance chômage et même l'allongement du départ à la retraite et peut être même un passage subtil à une plus grande capitalisation, sont prévus par la politique indiscutablement Néolibérale du Président Macron.

L'arrivée d'Emmanuel Macron est de fait le parachèvement du Néolibéralisme en France alors qu'il était déjà en vigueur dans nombre de pays depuis les années 80. C'est la raison pour laquelle la politique actuelle du Président de la République remet profondément en cause le compromis d'Etat social qui était prégnant après la seconde guerre mondiale notamment avec la sécurité sociale, une politique économique keynésienne et une fiscalité redistributive. Et c'est cela qu'ont bien compris les gilets jaunes et une grande partie de la société française.

Ce néolibéralisme dans les années 80 fut appliqué à la lettre par Margaret Thatcher et Ronald Reagan et il était un fondamentalisme du capitalisme prônant un Etat stratège favorisant le marché, moins d'impôts, moins de dépenses publiques et de fonctionnaires et surtout un libre jeu du marché comme meilleur régulateur social. La banque mondiale et le FMI étaient aussi le chantre de cette pensée Néolibérale qui ne semblait proposer aucune autre vision du monde : There Is No Alternative (TINA) proclamait Mme Thatcher. Dès lors, on comprend mieux le fait que le macronisme, bien que moins ultra-libéral et moins brutal que le Thatchérisme, s'en apparente grandement dans le fait de ne proposer aucune

alternative économique crédible à cette crise des gilets jaunes, si ce n'est de renforcer encore la logique du marché.

Qui plus est, cette crise ne peut se comprendre sans le silence assourdissant de l'Union Européenne qui elle aussi emprunte depuis fort longtemps et dans ses traités, une logique Néolibérale. La commission européenne comme la banque centrale européenne, imposent une austérité budgétaire et favorise des principes d'économie concurrentielle, de circulation des capitaux et personnes au détriment d'une logique sociale et redistributive qu'avaient voulu les fondateurs du traité de Rome. L'europhisme du Président Macron s'explique aussi par une identification idéologico-économique au Néolibéralisme qu'emprunte aussi l'Union Européenne.

Or le bilan de ces politiques Néolibérales est catastrophique, car les inégalités ont augmenté comme le montre le rapport Piketty, dans presque toutes les régions du monde et plus inquiétant encore, ces inégalités vont probablement s'aggraver à l'horizon 2050.

En Europe, en Afrique et en Asie, les inégalités se sont fortement creusées depuis les années 1980 mais aussi et en particulier aux Etats-Unis. Il semble ainsi démontré que plus les économies ont suivi la tendance Néolibérale, et plus les inégalités se sont creusées.

La crise des gilets jaunes est ainsi symptomatique de cette prise de conscience, que la politique gouvernementale s'attaquait explicitement à des acquis sociaux obtenus de haute lutte. Cette révolte populaire est directement liée à une politique économique issue de la tendance actuelle du capitalisme mondialisé ayant comme idéologie un néolibéralisme mortifère et dangereux. En ce sens la crise des gilets jaunes est hétéronome du capitalisme mondialisé contemporain.

B) Edouard Philippe et Friedrich Von Hayek : une passion dévorante donc risquée

Un autre aspect de la politique Néolibérale actuelle du gouvernement vient des propos récents du Premier Ministre Edouard Philippe. En effet, à l'occasion des dix ans de l'Autorité de la concurrence, le premier Ministre cite à deux reprises Friedrich Von Hayek, un économiste ultra libéral, prix Nobel d'économie en 1974 et grand théoricien du Néolibéralisme actuel.

Philippe commence par encenser Hayek car selon lui, son ouvrage « La route de la servitude » avait façonné et transformé sa façon de voir le monde.

Dans la première citation choisie par Philippe, Hayek soutient l'idée d'une « armature juridique » qui permet le fonctionnement « efficace » de la concurrence ». On a ici tout l'esprit de la pensée Hayékienne qui, loin de minimiser totalement le rôle de l'Etat, utilise ce dernier pour asseoir la domination des marchés sur la société. C'est pour cela qu'Edouard Philippe fait la 2^{ème} citation du théoricien autrichien qui précise que les libertés économiques

doivent être particulièrement choyées et faire l'objet d'une priorité absolue car elles sont le socle de toutes les autres. Pour Hayek en effet, sans Etat, il ne peut y avoir de marché fonctionnel et sans marché fonctionnel il ne peut y avoir de liberté.

Voilà donc la pensée qui anime notre Premier Ministre, une pensée qui ne vise pas tant à « une concurrence pure et parfaite » qu'à « un ordre public économique » qui est le cœur de la pensée de Hayek et par la suite des ordolibéraux allemands. Le Néolibéralisme souhaite ainsi réduire l'Etat à un rôle simple et évident qui consiste à faire de celui-ci, le garant de la marchandisation de la société. Michel Foucault dans « La naissance de la biopolitique », lui aussi tombe dans le piège d'un Néolibéralisme conçu comme un simple processus de gouvernementalisation de l'Etat c'est-à-dire qu'il s'agit selon Foucault d'une simple dissolution des anciens cadres de la souveraineté, dans les formes du marché.

Pour Hayek et son épigone Philippe, cette marchandisation est à la fois l'assurance de la liberté mais aussi de la prospérité.

On retrouve paradoxalement une idée chère à Marx qui montre c'est l'infrastructure économique capitaliste qui crée la superstructure. Autrement dit, l'Etat qui est par essence bourgeois, privilégie la création des infrastructures juridiques mais aussi sociales voire même anthropologiques, pour favoriser un ordre économique capitaliste et marchand. Chez Marx et chez Hayek les conclusions seront cependant et évidemment, totalement antagoniques et irréconciliables pour l'un la marchandisation.

Ainsi, « la concurrence est un outil, le meilleur qu'on ait trouvé, pour favoriser l'innovation, pour améliorer la qualité, pour faire baisser les prix » nous dit Edouard Philippe. La crise des gilets jaunes et les demandes sur le pouvoir d'achat ne peuvent ainsi se résoudre que grâce à ce principe d'économie concurrentielle et, on voit avec évidence les limites de cette solution liliputienne face aux attentes réelles sur le pouvoir d'achat.

Par ailleurs, le fait que le Premier Ministre ait Hayek comme mentor est très inquiétant. Car si les garanties des droits existent chez Hayek, c'est uniquement dans le but de garantir l'ordre marchand qui est, qui plus est spontané. Le citoyen est avant tout un consommateur qui doit privilégier la concurrence comme étant l'ordre social supérieur le plus efficient. Cette pensée profondément Néolibérale ne voit pas le marché comme une donnée naturelle qui limite l'action étatique. Au contraire, le néolibéralisme issu de la pensée hayékienne veut construire le marché et « faire de l'entreprise le modèle de gouvernement des sujets ».

Comme le disent Pierre Dardot et Christian Laval « De la construction du marché à la concurrence comme norme de cette construction, puis de la concurrence comme norme de l'activité des agents économiques à la concurrence comme norme de la construction de l'Etat et de son action, enfin de la concurrence comme norme de l'Etat-entreprise à la concurrence comme norme de la conduite du sujet entreprise : tels sont les moments par lesquels s'opère l'extension de la rationalité marchande à toutes les sphères de l'existence humaine et qui font de la raison néolibérale une véritable raison-monde ». (Dardot et Laval, « La nouvelle raison du monde » p. 459)

On comprend dès lors qu'avec une telle vision du monde, toute la politique gouvernementale ne puisse répondre aux attentes des gilets jaunes.

Philippe reprend ainsi et là encore, une logique actuelle du capitalisme mondialisé contemporain qui conduit de facto à la crise actuelle. Cette économie globalisée et concurrentielle en favorisant les inégalités est une attaque directe aux droits sociaux et politiques acquis après 1945.

Mais de façon encore plus fondamentale, et eu égard à la référence à Hayek, le Néolibéralisme est une doctrine économique qui, en privilégiant le marché, affecte profondément les démocraties et leur fonctionnement. Et c'est aussi cela que les gilets jaunes ont perçu : par un pouvoir trop lointain, trop marchand et trop directif, c'est le fonctionnement même de la démocratie qui est affecté. En privilégiant le marché sur tout autre ordre social, on débouche mécaniquement sur l'affaiblissement du politique et de la démocratie.

On comprend ainsi mieux la demande des gilets jaunes de voir adopter le référendum d'initiatives citoyennes afin de mieux contrôler un pouvoir représentatif et une démocratie représentative trop séparée et trop distante d'eux. Cette demande de plus de démocratie est elle aussi inhérente à ce capitalisme mondialisé et à sa variante Néolibérale qui affaiblit les démocraties représentatives classiques.

Enfin, n'oublions pas que Milton Friedman en 1975 puis Hayek en 1977 et 1981, iront au Chili pour féliciter Pinochet. Cela n'est pas dû au hasard car le Néolibéralisme dans sa version la plus aboutie avec Hayek, préfère un régime libéral économiquement non démocratique à une démocratie non libérale sur le plan économique. Dans une interview au journal El Mercurio en 1981 à la question : « Que pensez-vous des dictatures ? », Hayek répondra :

« Comme vous le comprendrez, il est possible pour un dictateur de gouverner de manière libérale. Et il est également possible qu'une démocratie gouverne avec un manque total de libéralisme. Personnellement, je préfère un dictateur libéral à un gouvernement démocratique sans libéralisme ».

C'est là le dernier point important qu'il nous faut soulever : le Néolibéralisme Hayékien nécessite un Etat fort au point que Hayek partage certaines des idées du théoricien sulfureux d'extrême droite Carl Schmidt même s'il en refusera sans ambiguïté les aspects les plus sombres et les plus immondes. Tout cela pour dire qu'il faut en effet un « Etat fort pour une économie libre » comme le disait Margaret Thatcher. Dès lors, et pour revenir à notre actualité des gilets jaunes, on comprend que le gouvernement actuel dans sa gestion de la crise, fasse sans cesse des tentatives d'actions fortes et d'autorité. Le recours aux militaires ne serait-ce que pour protéger les édifices publics entre aussi dans ce besoin d'un Etat fort comme le préconise Hayek et Thatcher....

Conclusion : La crise des gilets jaunes provient directement des excès du capitalisme mondialisé contemporain et de son approche Néolibérale. Les gilets jaunes ont bien compris le danger de cette politique actuelle qui sape les derniers aspects de l'Etat providence à la

française. Le gouvernement par sa politique, fait entrer la France dans le giron d'une économie de plus en plus libéralisée et moins protectrice. Les mois à venir le montreront avec la réforme des retraites, les changements dans les statuts de la fonction publique et cette volonté obsessionnelle de réduire des déficits publics au détriment des fondamentaux éducatifs et de santé publique.

Emmanuel Macron devrait relire Paul Ricoeur, son maître à penser, pour mieux penser son action gouvernementale et offrir enfin, une réponse politique digne de ce nom à cette crise interminable. Ricoeur disait souvent une phrase que tout dirigeant devrait méditer et Emmanuel Macron encore plus : « Une vie bonne, avec et pour autrui, dans des institutions justes ».